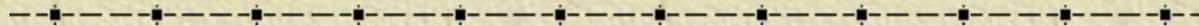


La République Dominicaine – Un panorama politique

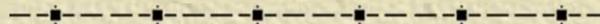
CHRISTIAN GIRAULT

CNRS – CREDA – Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3



Colloque CERI – Sciences Po

OPALC – Coordination Kévin PARTHENAY – 11 octobre 2012



Présentation d'un pays insulaire au cœur des Caraïbes

-
- ✦ La République Dominicaine (parfois appelée à tort Saint-Domingue) est célèbre pour ses plages mais au fond est très mal connue. Son histoire, en particulier, est pratiquement délaissée, même si le pays a été une colonie de la France à l'époque de la Révolution et de l'Empire.
 - ✦ 48 730 km², 10 millions d'habitants, un PIB de 90 milliards de dollars en 2011, soit **un petit pays** qui se situe dans la moyenne des revenus dans la Région des Caraïbes et de l'Amérique centrale (environ 9 000 dollars par tête).
 - ✦ Une histoire de trois siècles de colonisation espagnole. Puis une **indépendance gagnée en plusieurs étapes**: 1808, 1844, 1865 contre la France, contre Haïti et contre l'Espagne respectivement.

Carte de la République Dominicaine



Une histoire mouvementée. Le legs des régimes autoritaires (Trujillo et Balaguer)

-
- ✦ Les États-Unis imposent leurs vues géostratégiques sur le petit État fragile: intervention militaire de 1916 à 1924, qui débouche sur la longue tyrannie du dictateur R. L. Trujillo (1930-1961).
 - ✦ Après une brève ouverture démocratique et un coup d'État, les États-Unis interviennent une deuxième fois en 1965 – pour « éviter un nouveau Cuba » -. L'élimination des forces constitutionnalistes favorise l'arrivée de Joaquín Balaguer, ancienne éminence grise de R. L. Trujillo.
 - ✦ La présidence autoritaire de Balaguer de 1966 à 1978 est marquée par une forte répression et une ouverture aux capitaux nord-américains dans le cadre de la sous-traitance industrielle (zones franches de montage).
 - ✦ En 1978 intervient la première alternance avec l'arrivée au pouvoir du Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) un parti symbolisant la lutte contre la dictature, social-démocrate selon ses statuts, mis en réalité assez centriste. Les résultats de l'alternance sont mitigés (instabilité politique, crise économique, répression des mouvements sociaux).

Une transition démocratique très lente et incertaine (1966 – 1996)

- Après deux mandats présidentiels du Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD), J. Balaguer, avec son Parti Réformiste (PRSC), revient au pouvoir en 1986 et réussit à se maintenir jusqu'en 1996 malgré des accusations (fondées) de fraude électorale, aux élections de 1990 et 1994 en particulier.
- Lors de la crise électorale de 1994, une réforme constitutionnelle introduit la possibilité d'un deuxième tour pour l'élection présidentielle, décale les élections législatives à mi-mandat et écourte le mandat de Balaguer.
- En 1996, Leonel Fernández, candidat du PLD, l'emporte au deuxième tour grâce à une alliance avec les forces conservatrices du PRSC.

1 – Le contexte politique et le système de partis en République Dominicaine

-
- La **Constitution de 1966** (qui prend la suite de très nombreuses Constitutions) confirme **un système présidentiel** fort avec peu de contrepoids. Les deux Chambres (Sénat et Chambre des députés) ont rarement l'initiative. Quant au pouvoir judiciaire, son indépendance est pratiquement inexistante.
 - La **participation politique** est forte dans l'ensemble: participation électorale relativement élevée; le débat politique intéresse et souvent passionne le peuple (presse abondante, radios, télévision...), dans une atmosphère festive lors des consultations (*Fiesta electoral*, film documentaire).
 - L'administration est caractérisée par **une forte centralisation**. La vie politique régionale marquée par la division en provinces trop nombreuses (32) et en municipalités (175), est affaiblie par le manque de ressources locales.
 - La conjonction de ces facteurs entraîne **un présidentialisme** marqué et aussi naturellement **un clientélisme** (avec système de « dépouilles »), accentués par la durée réduite des mandats (4 ans) qui introduit une « course électorale » quasi permanente.

Le système des partis

-
- Le système des partis modernes se met en place dans la période de la dictature de Trujillo et immédiatement après, dans le contexte de la phase de démocratisation des années 1960 et 1970.
 - Les trois partis principaux gardent dans leur nom, leurs symboles, marques de cette période de luttes politiques et de confrontations idéologiques.
 - **Le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD)** a été fondé dans l'exil (1942) à La Havane pour lutter contre la dictature. C'est un parti de masse qui s'appuie sur une base populaire.
 - **Le Parti Réformiste – PRSC** - (qui a absorbé le Parti Social Chrétien) est l'instrument de Balaguer pour aborder les élections de 1966. Il se conforme aux souhaits des États-Unis de préserver une transition contrôlée, dans l'esprit de l'Alliance pour le Progrès.

Le système des partis (suite)

- ✦ **Le Parti de la Libération Dominicaine (PLD)** est issu d'une scission du PRD. Le chef du Parti à l'époque, Juan Bosch, ancien président renversé par un coup d'État en 1963 et qui avait perdu les élections de 1966, crée un parti à sa dévotion (pour éviter d'être débordé).
- ✦ Ce nouveau parti se situe au départ très à gauche (déclarations d'adhésion au marxisme-léninisme, liens avec Cuba...). Il évoluera assez rapidement vers la droite.
- ✦ A noter que la gauche, représentée par de multiples partis et groupes dans les années 1960 est pratiquement décimée en raison de la répression d'un part et est atomisée en raison de ses divisions.
- ✦ Les partis conserveront jusqu'à aujourd'hui leurs noms et leurs statuts (donc très peu d'*aggiornamiento*). Immobilisme du système des partis.

L'évolution politique. Les résultats électoraux

✧ Élection présidentielle de 2000

PLD et Alliés: 24,9 %
PRD et Alliés: 49,8 %
PRSC et Alliés: 24,6 %

**H. Mejía Président
(2000-2004)**

✧ Élection présidentielle de 2004

PLD et Alliés: 57,1 %
PRD et Alliés: 33,6 %
PRSC et Alliés: 8,6 %

**L. Fernández Président
(2004-2008)**

✧ Élection présidentielle de 2008

PLD et Alliés: 53,8 %
PRD et Alliés: 40,4 %
PRSC et Alliés: 4,6 %

**L. Fernández Président
(2008-2012)**

✧ Élection présidentielle de 2012

PLD et Alliés: 51,21 %
PRD et Alliés: 46,95 %

**D. Medina Président
(2012-2016)**

Source: Junta Central Electoral et ESPINAL R. 2011, p. 18

Analyse électorale

- ✦ Le PRSC connaît une rapide érosion après la fin du régime de Balaguer, qui meurt en 2002 -. Les luttes internes ne permettent pas de dégager un nouveau chef.
- ✦ Le PRD est atteint par l'usure lui aussi et le discrédit lié au mandat catastrophique du président H. Mejía (2000-2004). Mais ce parti conserve une base électorale solide qu'on peut évaluer à 33 % du vote sur la base des dernières consultations.
- ✦ Le PLD récupère le vote PRSC (forte corrélation statistique) et devient un parti majoritaire. Reste à savoir s'il peut devenir un parti dominant ?
- ✦ Le pluripartisme se résout finalement et devient un bipartisme, en raison de la faiblesse d'un des adversaires.

2 - Le bilan des mandats de L. Fernández et l'élection de D. Medina

- ✦ Trois mandats de quatre ans (1996-2000 et 2004-2012) attestent de l'empreinte du dirigeant sur la vie politique.
- ✦ L. Fernández, né en 1953 à Santo Domingo, est d'origine modeste. Il a passé son enfance et son adolescence à New York où résidaient ses parents. Il a fait des études brillantes de droit à l'Université Autonome de Santo Domingo (UASD). Avocat, il a également enseigné à l'Université. Il adhère au PLD, issu de la scission du PRD – dès sa fondation en 1973 -.
- ✦ Sur le plan idéologique il adopte les thèses marxistes-léninistes de son mentor, Juan Bosch, et rédige un ouvrage sur l'impérialisme américain dans la Caraïbe en 1983.

L'habileté manœuvrière et les capacités d'homme d'État de L. Fernández

-
- ✦ L'habileté consiste dans l'alliance avec le Parti Réformiste de Balaguer – pourtant adversaire de toujours de Juan Bosch- qui lui permet de l'emporter lors du deuxième tour en 1996 dans un duel serré contre J. F. Peña Gómez du PRD. C'est le moment fort de sa carrière.
 - ✦ Le tournant de 1996 est confirmé dans l'exercice du pouvoir: nomination d'un ancien chef de la police de la police de Balaguer, maintien de Carlos Morales Troncoso, ancien vice-président de Balaguer, au poste stratégique de ministre des relations extérieures, privatisations et politique économique néolibérale.
 - ✦ L'habileté est aussi démontrée dans la conquête du Congrès: de 2002 à 2010. Exemple: 1 sénateur PLD en 2002, puis 22 en 2006 et 31 en 2010; 42 députés PLD en 2002 puis 96 en 2006 et 105 en 2010.
 - ✦ Selon R. Espinal (Political Science, Temple University, Philadelphie), « Fernández a remplacé Balaguer dans le rôle d'articulation de divers groupes de pouvoir [...] et comme point de référence pour assurer l'ordre et la stabilité ». (ESPINAL, R. 2010).

Points positifs du bilan et interrogations.

- ✦ Ses qualités intellectuelles lui valent le respect dans certains cercles à l'étranger (obtention de plusieurs doctorats *honoris causa*) mais le desservent auprès de l'électorat qui n'apprécie pas les leçons du professeur. A la fin de son dernier mandat sa popularité est descendue très bas (seulement 20 % d'avis favorables).
- ✦ De nombreuses critiques concernent son train de vie, les dépenses somptuaires lors des voyages à l'étranger (très nombreux), son peu d'intérêt pour la lutte contre la corruption, les trafics d'influence dans son entourage (Félix Bautista)... Des « affaires » nombreuses sont relevées dans l'article de Wikipedia (en espagnol) qui lui est consacré.
- ✦ La liberté de la presse est respectée. Cependant on observe que les journalistes d'opinion sont ou cooptés ou bien doivent se taire. Le journaliste Anibal de Castro, directeur d'un hebdomadaire indépendant *Rumbo*, a été nommé ambassadeur à Washington. La revue *Clave* et le site électronique *CLAVE Digital* ferment mystérieusement en 2010. Des journalistes se disent victimes de pressions, d'intimidations.

La modernisation des institutions et les réformes.

-
- ✦ La modernisation politique impulsée par Fernández représente le pendant de la modernisation de l'économie effectuée pendant ces années d'expansion – à l'exception de la crise financière de 2003-2004, causée par la faillite frauduleuse de trois banques -.
 - ✦ D'où l'intérêt de présenter en deux colonnes quelques-unes des réalisations, ce qui peut permettre de lancer le débat à propos de ces politiques:

Modernisation économique - Modernisation politique

- ✦ Macroéconomie. Privatisations, gros emprunts, croissance rapide.
- ✦ Développement du tourisme (4 millions de visiteurs) et de l'activité minière (nickel et or).
- ✦ Grands travaux, routes, aéroports, métropolitain de Santo Domingo (2 lignes).
- ✦ Création de la *Feria del Libro de Santo Domingo*.
- ✦ Fondation privée **Global Democracia y Desarrollo** – FUNGLODE, avec une filiale à New York.
- ✦ Nombreuses commissions et comités dépendant de la présidence.
- ✦ Réforme de la justice.
- ✦ Révision de la Constitution, promulguée en janvier 2010.
- ✦ Représentation politique des Dominicains à l'étranger.
- ✦ Accroissement du nombre des ministères, des ambassades, des fonctionnaires (clientélisme, népotisme).
- ✦ Application (partielle) de la loi de Sécurité Sociale.

La politique extérieure, point fort du gouvernement de Fernández.

- ✦ La situation géopolitique de la République Dominicaine n'est pas simple (euphémisme), au milieu d'un archipel fragmenté.
- ✦ Le pays possède une frontière terrestre avec Haïti et des frontières maritimes avec les États-Unis (Porto Rico), la Colombie, le Venezuela, le Royaume-Uni et le royaume des Pays-Bas.
- ✦ Au départ le pays est très isolé en raison de ses périodes de dictature et de gouvernements non fréquentables (le tourisme est pratiquement nul).

Des succès dans les relations extérieures

- ✦ Nombreuses ouvertures internationales dans le cadre de la relation privilégiée avec les États-Unis qui demeurent hégémoniques à Santo Domingo (relations privilégiées à tous les niveaux, commerce et traité de libre-échange, investissements, liens culturels et langue anglaise).
- ✦ Fernández, grand ami de G. W. Bush et des cercles républicains de Washington et de Miami (CSIS, FIU) a réussi à maintenir des relations correctes avec le Président Obama et l'administration démocrate.
- ✦ Il faut aussi insister sur la relation « très rentable » avec l'Union Européenne qui prodigue de l'aide technique, de l'aide humanitaire et des fonds de développement importants (principal bailleur d'aide).

La République Dominicaine et l'intégration régionale.

- ✦ Il faut rappeler que la République ne fait pas partie de la Communauté Caraïbe (CARICOM) où elle n'a qu'une place d'observateur.
- ✦ L'adhésion au Système d'Intégration Centre-Américain (SICA) a eu d'autant plus d'importance. Il a été facilité par le parallélisme des accords de libre-échange avec les États-Unis (traités CAFTA – DR). Participation aux mécanismes politiques (PARLACEN).
- ✦ Par ailleurs, la République Dominicaine bénéficie des avantages du Programme PetroCaribe du Venezuela.
- ✦ Fernández a même pu jouer un rôle de médiation dans le conflit entre Colombie et Venezuela dans la période critique du début de l'année 2008 (Sommet du Groupe de Rio à Santo Domingo).

3 – L'élection présidentielle de mai 2012 et les perspectives politiques.

- ✦ Les deux grands partis (PRD et PLD) présentent respectivement H. Mejía (président de 2000 à 2004) et D. Medina (candidat malheureux en 2000 contre ce même Mejía). Le PRSC ne présente pas de candidat (mauvais résultats électoraux en 2008) et soutient le candidat du PLD..
- ✦ De nombreux petits partis (peu représentatifs) appellent à voter pour le PRD ou le PLD – dans le cadre « d'alliances » couvrant des liens de clientélisme.
- ✦ Seuls quatre petits partis (*APD*, *Frente Amplio*, *Dominicanos por el Cambio* et *Alianza País*) vont à la bataille de façon indépendante.

Une campagne tendue avant l'élection du 20 mai 2012.

- ✦ **La campagne a été « tendue »** (Camila Campusano, Radio France Internationale). Des accusations de complot ont été proférées contre des journalistes. Intimidations. Insultes et violences (deux morts).
- ✦ Déploiement du rouleau compresseur de la machine gouvernementale pour appuyer le candidat officiel. **Les moyens de l'État** sont mis à la disposition de la campagne. On estime que le parti officiel a eu l'emploi de 75 % du total des dépenses de campagne pour l'ensemble des partis.
- ✦ Un élément surprenant: on apprend pendant la campagne que le directeur de la **Junta Central Electoral**, l'institution chargée de l'organisation du scrutin et de la surveillance du processus électoral , Roberto Rosario, est membre du Parti officiel, ce qu'il ne dément pas.

D. Medina l'emporte au premier tour. Un résultat serré.

-
- ✦ La Junta Central Electoral ne donne pas de chiffre de participation mais on peut l'estimer à environ 70 % - sur un corps électoral d'environ 6 500 000 inscrits -.
 - ✦ Faible qualité des informations données par la JCE.
 - ✦ 4 536 910 suffrages exprimés.
 - ✦ Pas d'indications concernant les votes blancs et nuls.
 - ✦ PLD et Alliés 2 323 463 voix (51,21 %)
 - ✦ PRD et Alliés 2 130 189 voix (46,95 %)
 - ✦ Autres partis: 83 258 voix (2,03 %)
- (dont 1,37 % pour Alianza País – G. Moreno candidat).

Analyse électorale

- ✦ Le perdant, H. Mejía, émet des réserves sur la validité des résultats et introduit des recours jusqu'à l'OEA en prétendant que de nombreux votes pour le PLD ont été « achetés ». Les recours sont rejetés. Quelques recomptages dans des bureaux ont été effectués.
- ✦ Il faut constater que le résultat est serré: 200 000 voix séparent les deux candidats, en admettant que les résultats sont fiables.
- ✦ L'intérêt de cette consultation est qu'il n'y aura pas de deuxième tour. Dans un petit pays comme la R. D., un deuxième tour, qui coûte très cher, entraîne des risques élevés de violence.

Les résultats de l'élection confirment la « fatigue démocratique ».

- ✦ Le parti au pouvoir l'emporte par défaut car l'offre de l'opposition avec Hipólito Mejía comme candidat n'était vraiment pas enthousiasmante. [rappeler le bilan médiocre de Mejía en tant que président de 2000 à 2004].
- ✦ En dépit du « forcing » gouvernemental et de la médiocrité de l'offre de l'opposition, on observe que le PRD se maintient bien – rappeler la base électorale solide de ce parti -.
- ✦ Deux points: 1 - l'impopularité du Président Fernández en fin de mandat; 2 - les inquiétudes concernant non seulement la situation économique (inflation) et financière (déficit budgétaire et accroissement de la dette), mais surtout l'insécurité et la corruption, ont pesé sur les esprits.

Les premiers cent jours de D. Medina

- ✦ **Le discours d'investiture** du Président D. Medina, prononcé le 16 août, date traditionnelle (Restauration de la République), a suscité de **l'espoir**. Le nouveau Président s'est engagé à lutter contre la corruption et a fait des promesses importantes pour l'éducation (fin de l'analphabétisme en 2020). Les Dominicains voudraient y croire (cf. les commentaires sur les blogs et sites).
- ✦ **La personnalité du nouveau Président.** Danilo Medina a 61 ans. Il est originaire de la province de San Juan de la Maguana et a fait des études à l'Université publique (UASD). D'abord fonctionnaire de l'État, il a ensuite occupé des postes importants dans son Parti, le PLD, et il a collaboré avec Fernández en tant que Ministre de la Présidence. Il devait être le candidat en 2008 mais il avait été écarté par le président sortant qui désirait effectuer un troisième mandat.

Les défis et les perspectives

- ✦ Le principal problème de Medina est d'affirmer son projet politique et de prendre de la distance par rapport à Fernández. Or l'ancien Président a imposé son épouse, l'avocate Margarita Cedeño, à la vice-présidence, un poste surtout de représentation, il est vrai.
- ✦ Le risque serait donc pour Medina d'être « contrôlé de près » par Fernández pendant un « mandat entre parenthèses ». Beaucoup d'observateurs estiment en effet que Fernández pense déjà à l'élection suivante, en 2016, où il pourrait briguer un quatrième mandat. La composition du gouvernement Medina – où plus de la moitié des ministres viennent de l'ancienne équipe – pourrait conforter cette hypothèse.

CONCLUSIONS

- La République Dominicaine a connu, dans le prolongement des régimes dictatoriaux et autoritaires du 20ème siècle, **une transition longue et difficile** vers la démocratie.
- Le cadre constitutionnel et politique reste marqué par **un fort présidentialisme** et un **système de clientélisme** très enraciné. Le caudillisme conservateur et « ré-électionniste » demeure un risque patent.
- Le Président L. Fernández, pendant les douze années passées au pouvoir, a conduit une **modernisation des institutions**, qui peut paraître superficielle à maints égards. Face aux défis qui demeurent (lutte contre la pauvreté, contre la corruption et l'insécurité), le désenchantement du citoyen vis-à-vis de la politique est bien réel.

CONCLUSIONS (suite)

- ✦ Existe en R. D. un contraste fort entre la modernisation des infrastructures matérielles et des cadres institutionnels d'une part et le conservatisme de la vie politique et des mentalités d'autre part. Mais s'agit-il d'une contradiction ?
- ✦ Le président Fernández a su bien utiliser les moyens de la politique extérieure, dans le cadre des limitations géopolitiques notoires pour un petit pays des Caraïbes.
- ✦ Les mandats de Fernández se situent dans la continuité du régime conservateur de Balaguer avec les inflexions que nous avons tenté de d'analyser. Qu'en sera-t-il du Président Medina ?

Quelques références bibliographiques

- ✦ CAROIT J.-M. La République dominicaine en mal-développement *Le Monde*, 13-14 mai 2012, cahier Géo&Politique, p.3.
- ✦ DÍAZ J. B. Los logros y fracasos de Leonel Fernández, *Hoy* 4 août 2012, Hoy Digital www.hoy.com.do consulté le 22 septembre 2012.
- ✦ ESPINAL, R. Realignamiento electoral en la República Dominicana *Estudios Sociales*, Vol. 41, N 153, 13-26.
- ✦ GIRAULT, C. La République Dominicaine aux urnes. *Espaces Latinos*, N 270, 2012, pp. 17-20.
- ✦ MORGAN, J., HARTLYN, J. and ESPINAL, R. Dominican Party System Continuity amid Regional Transformations: Economic Policy, Clientelism, and Migration Flows, *Latin American Politics and Society*, Vol. 53, N 1, 2011, 1 – 32.